



N° 2 / 2005

Directeur de la publication :  
Serge CONTOUR

Rédacteur en chef :  
Patricia ANNEVILLE

Auteur de la publication :  
Carole WHITE

Maquettage : Yrida DOMINGO

Flashage : SCOOP

Impression : STPmultypress

Vente et abonnements : 47 34 42

Prix du numéro :

En Polynésie française : 700 F.CFP

Hors Polynésie française : 1 300 F.CFP

Abonnement :

En Polynésie française : 7 000 F.CFP

Hors Polynésie française : 14 200 F.CFP

Dépôt légal : Mars 2005

ISSN 0293 - 2547

©ISPF 2005

B.P. 395 - 98 713 Papeete - Tahiti

Tél. : (689) 47 34 34 / Fax : (689) 42 72 52

E-mail : ispf@ispf.pf / Site web : www.ispf.pf



**L'**année 2004 a été marquée par une vive croissance de l'économie mondiale, malgré la persistance des tensions géopolitiques et la forte augmentation du prix du pétrole.

*En Polynésie française, les exportations (en hausse de 10 %) couvrent le montant des importations civiles à hauteur de 10,5 % contre 8 % en 2003. La fréquentation touristique demeure stable sur les onze premiers mois de l'année. L'activité du BTP, en léger retrait sur les neuf premiers mois de l'année, mais plus nettement sur le troisième trimestre, bénéficie de diverses mesures propres à redynamiser le secteur. La consommation des ménages continue sa tendance à la baisse déjà constatée au second trimestre. L'indice des prix augmente pour l'ensemble de l'année de 0,8 %, soit légèrement plus qu'en 2003 (+0,7 %).*

## Environnement international

La croissance de l'économie mondiale a ralenti au cours de la seconde partie de l'année, comme l'atteste la nette décélération du commerce mondial dès le troisième trimestre. Le niveau élevé des prix du pétrole a contribué à ce mouvement.

Aux États-Unis, l'activité est restée bien orientée au troisième trimestre avec une progression de 1 % par rapport au trimestre précédent. La hausse du quatrième trimestre a cependant déçu les analystes, qui tablaient sur une progression de 3,5 % du produit intérieur brut (PIB), après 4 % au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année, la croissance américaine s'est accélérée à 4,4 % après 3 % en 2003 et 1,9 % en 2002, confirmant la bonne santé de l'économie américaine. Comme les années précédentes, les consommateurs ont été le moteur essentiel de la croissance en 2004, avec des dépenses en hausse de 3,8 %. L'investissement immobilier est toujours florissant en hausse de 9,5 %, porté par les taux d'intérêt peu élevés.

L'OCDE estime que la croissance du PIB américain devrait se tasser à 3,3 % en 2005, en lien avec un ralentissement de la consommation des ménages. L'investissement privé demeurerait soutenu du fait de la bonne santé financière des entreprises. Les exportations bénéficieraient de la reprise en Europe et d'une progression encore soutenue dans les autres zones du monde.

En zone euro, la croissance du PIB n'a été que de +0,3 % au troisième trimestre contre +0,5 % au deuxième trimestre. Cet essoufflement de l'activité serait lié à la flambée du prix du pétrole, dont l'impact négatif a pénalisé l'investissement et le pouvoir d'achat des ménages. Le fort taux de l'euro a également pesé sur les exportations européennes. L'évolution des indicateurs de la zone euro laisse suggérer que la croissance économique s'établirait légèrement en dessous de 2 %.

En France, après un début d'année dynamique, la croissance du PIB a stagné au troisième trimestre. Le coup de frein a été très net dans l'industrie. Les données d'enquêtes suggèrent un rattrapage et une reprise de la croissance à la fin de l'année 2004. La consommation s'est révélée plus dynamique en fin d'année. Mais aussi bien les perspectives d'activité des chefs d'entreprises que l'indice de confiance des ménages laissent entrevoir une évolution plus modérée en début 2005. L'INSEE tablerait sur une croissance annuelle de 2,3 % (en données corrigées des jours ouvrables) en 2004, soit la meilleure performance depuis 2000 et une croissance qui évoluerait sur un rythme un peu inférieur à 2 % en 2005.

Au Japon, le PIB a fortement ralenti passant de +1,7 % au premier trimestre 2004 à +0,1 % au troisième trimestre. Le ralentissement simultané des investissements des entreprises et des exportations a contribué à ce fléchissement. Selon l'INSEE, pour les trimestres à venir, l'activité économique nipponne accélérerait progressivement, soutenue par des échanges extérieurs temporairement mieux orientés fin 2004. La croissance augmenterait légèrement au quatrième trimestre à 0,3 % avant de retrouver début 2005 des rythmes de croissance de l'ordre de 0,4 % par trimestre.

La Chine a affiché en 2004 sa plus forte croissance économique en sept ans. Elle atteint 9,7 % au premier semestre 2004, avant de tomber à 9,1 % au troisième trimestre puis de remonter à 9,5 % au dernier trimestre. Il faut remonter à 1996 pour trouver une croissance annuelle supérieure à 9,5 %.

## Commerce extérieur

### Importations et exportations

	Novembre et Décembre			Cumul depuis janvier		
	2004	2003	Variation	2004	2003	Variation
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>			<i>millions de F.CFP</i>		
			<i>%</i>			<i>%</i>
<b>Importations civiles (valeur CAF)</b>	<b>26 243,9</b>	<b>26 070,1</b>	<b>+0,7</b>	<b>141 957,2</b>	<b>165 058,3</b>	<b>-14,0</b>
dont :						
Biens d'équipement	6 431,2	6 475,1	-0,7	29 354,9	53 019,8	-44,6
Biens intermédiaires	5 757,2	5 816,6	-1,0	34 122,7	33 460,9	+2,0
Biens de consommation	4 117,6	4 059,2	+1,4	23 048,3	23 319,8	-1,2
Produits énergétiques	2 136,1	1 660,7	+28,6	11 027,9	10 225,3	+7,8
<b>Exportations locales (valeur FAB)</b>	<b>3 601,8</b>	<b>2 799,7</b>	<b>+28,6</b>	<b>15 295,0</b>	<b>13 443,4</b>	<b>+13,8</b>
dont :						
Produits perliers (a)	2 872,7	2 186,6	+31,4	11 300,6	10 345,2	+9,2
dont : Perles de culture brutes	2 831,0	2 117,5	+33,7	10 962,2	10 106,7	+8,5
Poisson	68,7	115,4	-40,5	392,5	656,1	-40,2
Nono	198,4	160,8	+23,4	1 297,7	934,6	+38,8
Vanille	79,6	123,0	-35,3	252,0	351,3	-28,3
Huile de coprah	66,6	35,1	+89,7	297,6	225,2	+32,2
Monoï	47,4	35,2	+34,4	164,8	137,5	+19,9

(a) : comprend les perles de culture brutes, les keshis, les demi-perles de culture brutes ou travaillées ou mabe, les autres perles de culture brutes ou travaillées et les ouvrages en perles fines ou de culture

Sources : Service des Douanes - ISPF (mise à jour le 11/01/2005)

**Note :** Les statistiques du commerce extérieur tiennent compte de la majorité des régularisations résultant des saisies manuelles dont avait fait l'objet un certain nombre de déclarations douanières en raison de l'indisponibilité du système informatique d'enregistrement des mouvements en douane. Ces saisies manuelles ont concerné les mois de novembre et décembre ; ceci explique le regroupement des données de novembre et décembre dans le tableau ci-dessus, le caractère provisoire est maintenu jusqu'à ce que toutes les régularisations aient été validées.

Pour l'année 2004, le déficit commercial de la Polynésie française s'élève à 126,7 milliards de F.CFP alors qu'il avait atteint 151,6 milliards en 2003, soit une baisse de près de 16,5 %. Les exportations polynésiennes couvrent 10,8 % des importations civiles contre un taux de 8,1 % en 2003.

Le niveau des importations civiles en 2004 est beaucoup moins élevé. Chiffré à 142 milliards de F.CFP, la facture diminue de 14 % par rapport à 2003. Hors importations exceptionnelles en biens d'équipement (essentiellement des bateaux et des avions), la facture est stable. Parallèlement, après une diminution en 2003 par rapport à 2002, les exportations locales se reprennent en 2004, notamment grâce à une amélioration de la situation de la perle. Les ventes à l'export totalisent plus de 15 milliards de F.CFP de recettes contre 13 milliards l'année précédente.

Après avoir connu une année 2003 très difficile (surproduction, baisse de qualité, conjoncture internationale peu favorable : SRAS, baisse du dollar et du yen, concurrence croissante des perles de Chine, d'Indonésie et d'Australie), le secteur de la perliculture voit en 2004 un début de redressement. Les recettes de la perle noire de Tahiti ont rapporté près de 11 milliards de F.CFP, soit une progression de 8,5 % par rapport à 2003, pour un volume en baisse de plus de 11 % à 8,9 tonnes. Le prix moyen annuel de la perle de culture brute, toutes qualités et formes confondues, connaît une croissance de 22 % pour s'établir à 1 236 F.CFP. Depuis 1998, il n'avait cessé de chuter pour finir à un peu plus de 1 000 F.CFP en 2003.

La pêche est toujours en difficulté en 2004, le poisson se faisant rare dans les eaux polynésiennes. Les ventes à l'export ont rapporté 392 millions de F.CFP en 2004 contre 656 millions en 2003 (-40 %) et 1,1 milliard de F.CFP en 2002 (-66 %), pour des volumes également en baisse à 772 tonnes contre 1 210 en 2003 (-39 %) et 1 923 tonnes en 2002 (-60 %).

Après s'être quelque peu essouffé en 2003, le secteur du nono repart de plus belle en 2004. Les recettes à l'exportation passent de 935 millions de F.CFP en 2003 à près de 1,3 milliard de F.CFP en 2004 (+36 %) pour 5 872 tonnes de produits exportés (+42 %).

Les difficultés de production rencontrées en 2003 par l'île de Madagascar, premier producteur de vanille, ont permis à la vanille tahitensis, de profiter de la hausse du prix mondial de vente du kilo de vanille préparée. En 2004, le prix moyen annuel au kilo de la vanille tahitienne atteint le chiffre record de 32 439 F.CFP, avec des pics situés au-delà de 38 000 F.CFP en début d'année. Les professionnels se trouvent confrontés à des problèmes d'écoulement de stocks du fait du cours très élevé de leur produit. En 2004, les ventes ont rapporté 252 millions de F.CFP contre 351 millions en 2003 (-28 %). Le niveau des cours devrait être moins élevé en 2005 du fait du retour de la vanille bourbon.

Pour le monoï, 261 tonnes, tous conditionnements confondus, ont été acheminés vers l'étranger contre 201 en 2003, soit une progression de 20 %. La France, principal client, a contribué à cette évolution en augmentant ses achats de 32 %

par rapport à 2003. Le monoï en vrac reste le produit le plus prisé, il améliore son résultat de 27 % par rapport à 2003. Ce dernier représente 83 % des recettes engendrées par les exportations de monoï et 80 % en 2003. Le monoï conditionné ainsi que les préparations antisolaires ont vu leur chiffre d'affaires diminuer respectivement de 6 % et de 97 %.

## Tourisme

### Fréquentation touristique internationale

Unité :	Novembre			Cumul depuis janvier		
	2004	2003	Variation	2004	2003	Variation
	Nombre	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
Nombre de touristes	17 147	18 883	-9,2	195 296	195 666	-0,2
dont touristes séjournant :						
En hébergement payant	14 801	16 126	-8,2	164 717	166 481	-1,1
Chez des particuliers	2 346	2 937	-20,1	30 579	29 185	+4,8
Durée moyenne de séjour (jours)	12,9	12,5	+3,4	13,5	13,6	-0,6
dont :						
En hébergement payant	10,3	10,0	+2,8	10,8	10,9	-1,1
Chez des particuliers	29,2	26,7	+9,2	28,0	28,7	-2,5

### Touristes internationaux par domicile permanent

Unité :	Novembre			Cumul depuis janvier		
	2004	2003	Variation	2004	2003	Variation
	Nombre	Nombre	%	Nombre	Nombre	%
États-Unis	6 045	6 037	+0,1	67 832	72 367	-6,3
France	3 719	4 444	-16,3	41 762	44 643	-6,5
Europe (hors France)	2 768	2 880	-3,9	32 022	29 385	+9,0
Japon	1 951	2 216	-12,0	21 973	20 375	+7,8
Nouvelle-Zélande	448	507	-11,6	7 157	5 656	+26,5
Australie	706	987	-28,5	6 951	6 562	+5,9
Autres pays	1 510	1 812	-16,7	17 599	16 678	+5,5

Source : Service du Tourisme

En 2004, en terme de fréquentation, le bilan touristique sur onze mois annonce une relative stabilité par rapport à la même période de 2003 : 195 296 voyageurs contre 195 666 un an plus tôt (-0,2 %). Ils ont été plus nombreux à séjourner en famille ou chez des amis que l'année dernière (30 579 contre 29 185) alors que le nombre de touristes en hébergement payant est en baisse (-1 760 personnes en moins). La durée moyenne de séjour est restée quasiment identique à 2003 (13,5 jours).

Les Américains, pénalisés par un dollar faible, sont venus moins nombreux qu'en 2003. Ils ont été 68 000 à débarquer à Faa'a, c'est-à-dire 4 500 personnes de moins.

La désaffection des touristes français s'est faite sentir tout au long de l'année, avec une petite éclaircie seulement au mois d'octobre qui ne s'est pas prolongée au mois de novembre. Sur les onze mois, 41 700 touristes français sont arrivés à Faa'a contre 44 600 un an plus tôt.

Tous les autres marchés émetteurs sont en progression. L'Europe avec 2 637 touristes supplémentaires, le Japon (+1 598), la Nouvelle-Zélande (+1 500) et l'Australie (+389).

Pour le mois de décembre 2004, le taux moyen de remplissage des hôtels adhérent au Conseil Professionnel de l'Hôtellerie est en retrait de 6 % par rapport au résultat de décembre 2003 (55,1 % contre 58,9 % en 2003) et ce pour le second mois consécutif.

Malgré des résultats en baisse sur les derniers mois de 2004, pour l'ensemble de l'année, le CPH affiche des chiffres en hausse, passant de 62,2 % d'occupation en 2003 à 65,1 % en 2004.

Du côté de l'aéroport de Tahiti-Faa'a, pour l'année 2004, le nombre de passagers<sup>1</sup> ayant embarqué sur les vols internationaux réguliers progresse de près de 5 %, soit 15 700 personnes supplémentaires par rapport à 2003.

L'offre en sièges augmente globalement de 5 % (+23 784 sièges), mais des disparités sont à souligner selon les compagnies aériennes. En proposant 32 400 fauteuils de plus, la compagnie Air Tahiti Nui se démarque et porte quasiment à elle seule l'augmentation de l'offre de sièges. Hawaiian Airlines est la seule compagnie qui réduit son offre (-1 520 sièges), les autres compagnies ont augmenté légèrement leurs places offertes : +1,5 % à 61 824 sièges pour Air

<sup>1</sup> Les statistiques de l'aviation civile permettent de connaître le nombre de passagers qui fréquentent l'aéroport international de Tahiti-Faa'a. Au regard d'une escale, le terme « passager » désigne toute personne qui embarque ou qui débarque. Aussi, pour éviter toute confusion dans les chiffres, précisons que notre étude ne concerne que les passagers qui embarquent à Tahiti-Faa'a.

France, +0,4 % à 112 802 pour Air New Zealand, +3 % à 22 710 pour Lan Airlines et +1,4 % à 14 113 pour Air Calédonie. Le taux d'occupation des avions a été en moyenne de 71,4 % sur l'ensemble de l'année 2004, toutes compagnies aériennes confondues contre 70,8 % en 2003.

## Bâtiment - Travaux Publics

### Chiffre d'affaires des entreprises du BTP\*

	3ème trimestre			Cumul depuis janvier		
	2004	2003	Variation	2004	2003	Variation
	nombre	nombre	%	nombre	nombre	%
Unité :						
Préparation des sites	1 428,9	1 310,4	9,0	3 887,6	3 810,9	2,0
Travaux de construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	7 051,9	9 272,8	-24,0	20 504,5	21 495,6	-4,6
Travaux d'installation	2 063,1	2 040,5	1,1	5 800,3	5 533,9	4,8
Travaux de finition	1 429,3	1 229,9	16,2	3 650,6	3 379,4	8,0
<b>Ensemble</b>	<b>11 973</b>	<b>13 854</b>	<b>-13,6</b>	<b>33 843</b>	<b>34 220</b>	<b>-1,1</b>

\* : Données provisoires mises à jour en février 2005

Sources : Service des Contributions Directes - ISPF (déclarations de TVA)

Sur les neuf premiers mois de l'année 2004, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur du bâtiment s'élève à plus de 33,8 milliards de F.CFP, soit près de 377 millions de F.CFP de moins par rapport à 2003 (-1,1 %). Cette évolution résulte d'une diminution des résultats des entreprises de « travaux d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil », secteur comprenant plus de 290 entreprises (soit 38 % de l'ensemble des entreprises du BTP).

Plus précisément, la baisse concerne le segment de la construction de bâtiments divers qui perd plus de 2,6 milliards de F.CFP, fléchissement particulièrement sensible au troisième trimestre (-2,2 milliards de F.CFP). À l'inverse, toujours pour l'activité de construction de travaux d'ouvrage de bâtiment ou génie civil, le chiffre d'affaires des entreprises de construction de maisons individuelles, en cumul sur les neuf premiers mois, progresse de 10,5 %, soit une augmentation de 292 millions de F.CFP.

Les entreprises de « travaux d'installation » enregistrent globalement une progression de 4,8 % (+266 millions de F.CFP) et les travaux de finition de 8 % (+271 millions), mais on note toutefois des différences selon les secteurs. Les entreprises « d'installation électrique » connaissent une hausse de leurs recettes de près de 8 % (+353 millions de F.CFP) alors que les entreprises « d'installation d'eau et de gaz » voit leur chiffre d'affaires baisser de 17 % (-85 millions de F.CFP).

La reprise de certains marchés publics qui avaient été momentanément suspendus devrait redynamiser le segment de la construction de bâtiments divers : notamment les gros chantiers tels que la nouvelle gare maritime au quai des ferries, ou encore la place Jacques Chirac.

Parallèlement, des mesures incitatives sont mises en œuvre pour maintenir la commande privée et le volant d'activité des petites et moyennes entreprises du second œuvre. Le dispositif d'aide aux particuliers prévoit une bonification des taux d'intérêts pour les personnes souhaitant aménager leur foyer pour un coût compris entre 300 000 F.CFP et 10 millions de F.CFP. Les ménages dont les revenus n'excèdent pas trois fois le SMIG bénéficieront d'un taux d'intérêt de 1 %. Pour les foyers plus aisés, le taux atteindra les 2 %.

Parmi les autres indicateurs d'activité du BTP, la demande de prêt à l'habitat personnel des résidents polynésiens évolue peu sur l'année 2004 par rapport à 2003 (-1,6 %). Le volume des prêts s'établit à 8,6 milliards de F.CFP, soit un montant moyen par emprunt de 12,6 millions de F.CFP (12,4 millions en 2003). En revanche, les prêts pour l'aménagement de la maison ont diminué de 23 % à 2,2 milliards, soit une enveloppe de 3,6 millions de F.CFP par emprunt (3,7 millions en 2003).

## Entreprises

Après 4 mois consécutifs, où les créations dépassaient les radiations, la tendance s'est inversée au mois de décembre. Le RTE enregistre 118 nouvelles entités contre 134 radiations.

Les principaux secteurs bénéficiaires sont le « commerce » et les « activités financières » avec 3 créations nettes d'entreprises chacun suivi de l' « industrie manufacturière » et de la « santé et action sociale » (+2).

Du côté des radiations, le BTP est un des principaux secteurs à avoir fermé plus d'entreprises qu'il n'en a ouvert. Il perd 11 entités. L'activité des petits travaux de finitions concentre le plus de disparitions (10) suivi de la construction de maisons et bâtiments (7).

Dans le secteur des services, les « hôtels et restaurants » perdent 6 entreprises suivis des « transports et communications », de l' « immobilier, locations et services aux entreprises » et de l' « éducation » (-3 unités chacun).

L'année 2004 a été beaucoup moins dynamique que 2003. Le nombre d'inscriptions passe de 2 206 en 2003 à 1 918 en 2004 (-288 unités), avec également une diminution des radiations (1 952 contre 1 832 en 2004), soit 86 créations nettes d'entreprises contre 254 l'an passé. Elles proviennent en totalité du secteur des services (152 unités supplémentaires) et en particulier de l' « immobilier, locations et services aux entreprises, des « services collectifs, sociaux et personnels », de la « santé et action sociale ». Tous les autres secteurs enregistrent des soldes négatifs. L'industrie perd 17 unités (307 inscriptions contre 324 radiations), la construction 26 (312 contre 338) et le commerce 23 (435 contre 458).

Le stock d'entreprises appartenant au champ ICS (Industrie, Construction, Commerce, Services) compte 18 259 entreprises, soit 267 unités supplémentaires depuis le début de l'année. Il est constitué à 87% d'entreprises comprenant une ou deux personne(s). On trouve ensuite 1 707 sociétés composées de 3 à 9 employés et 683 qui emploient plus de 10 personnes.

### Créations et radiations (champ ICS\*)

Unité :	Entreprises actives au 31/12/2004*	Décembre 2004		Taux moyen mensuel depuis janvier 2004	
		Créations	Radiations	Créations	Radiations
		nombre	nombre	%	%
Industries extractives	29	0	0	0,0	0,0
Industries manufacturières	2 818	21	19	0,8	0,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	17	0	0	0,0	0,0
Construction	2 800	14	25	0,9	1,0
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	4 755	27	24	0,7	0,8
Hôtels et restaurants	1 556	8	14	0,7	0,6
Transports et communications	924	2	5	0,4	0,5
Activités financières	142	3	0	0,0	1,1
Immobilier, locations et services aux entreprises	2 310	18	21	1,0	0,7
Éducation	394	4	7	0,8	1,5
Santé et action sociale	859	5	3	1,1	0,5
Services collectifs, sociaux et personnels	1 655	16	16	0,9	0,9
<b>TOTAL champ ICS</b>	<b>18 259</b>	<b>118</b>	<b>134</b>	<b>0,86</b>	<b>0,82</b>

\* : entreprises comprenant au moins une personne.

Source : ISPF - RTE

#### \* : Note explicative sur le champ ICS

Le champ ICS (Industrie-Construction-Commerce-Services) comprend l'ensemble des secteurs marchands de l'industrie, de la construction, du commerce et des services. L'agriculture en est exclue (y compris la pêche et l'aquaculture). Le secteur marchand exclut donc l'administration, les associations et aussi les sociétés civiles.

## Consommation des ménages

### Chiffres d'affaires des commerces de détail\*

Unité :	3 <sup>ème</sup> trimestre			Cumul depuis janvier		
	2004	2003	Variation	2004	2003	Variation
	millions de F.CFP		%	millions de F.CFP		%
Commerce et réparation automobile	10 270,6	10 297,6	-0,3	27 032,3	17 377,8	+55,6
Commerce de détail en magasin non spécialisé	15 731,4	15 791,4	-0,4	46 950,9	31 092,7	+51,0
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	159,2	157,8	+0,9	532,3	321,0	+65,8
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie	1 963,0	2 018,9	-2,8	5 907,9	3 885,6	+52,0
Autre commerce de détail en magasin spécialisé	9 023,1	9 990,3	-9,7	25 631,5	16 727,1	+53,2
Commerce de détail de biens d'occasion en magasin	0,6	0,9	-26,8	2,2	1,7	+34,6
Commerce de détail hors magasin	448,5	448,2	+0,1	1 399,1	922,9	+51,6
Réparation d'articles personnels et domestiques	126,2	121,8	+3,6	369,5	294,3	+25,5
<b>Ensemble</b>	<b>37 722,5</b>	<b>38 826,8</b>	<b>-2,8</b>	<b>107 825,9</b>	<b>70 623,5</b>	<b>+52,7</b>

\* : données provisoires mises à jour en février 2005

Sources : Service des Contributions Directes - ISPF (déclarations de TVA)



Au troisième trimestre 2004, le chiffre d'affaires des commerces de détail s'élève à plus de 37,7 milliards de F.CFP, soit une baisse de 2,8 % par rapport à la même période de 2003.

La rubrique « autres commerces de détail en magasins spécialisés » et notamment le commerce d'appareils électroménagers et de radio télévision tire l'ensemble des résultats à la baisse. Ce dernier voit son chiffre d'affaires diminuer de plus de 974 millions de F.CFP. Avec un chiffre de 1,4 milliard, les ventes d'électroménager et d'équipement audiovisuel n'ont pas connu le succès du troisième trimestre 2003 où les recettes avaient dépassé 2,4 milliards de F.CFP, résultat normalement observé seulement au dernier trimestre pour les fêtes de fin d'année. Parmi les secteurs d'activité à avoir connu variations positives, les commerces de livres, journaux et papeterie ainsi que les commerces de textiles enregistrent les plus fortes progressions (+258 et +148,5 millions de F.CFP).

Pour l'ensemble des commerces de détail en magasin non spécialisé, le chiffre d'affaires est resté quasiment stable (-0,4 %). Mais cette stabilité cache certaines disparités, à savoir de meilleurs résultats pour les hypermarchés (+162 millions de F.CFP) et les superettes (+151 millions) alors que les supermarchés, les commerces d'alimentation générale et les grands magasins enregistrent respectivement des baisses de 296 millions, 44 millions et 51 millions de F.CFP.

Cette quasi-stabilité se retrouve également pour le poste « commerce et réparation automobile » (-0,3 %). La baisse des chiffres d'affaires des commerces de ventes de véhicules automobiles (-142 millions de F.CFP) ainsi que des magasins d'équipements pour véhicules (-135 millions) se compense par les hausses des recettes des commerces de réparation de motocycles (+108 millions), de réparation de véhicules automobiles (+54 millions) et des commerces de détail de carburant (+88 millions). Le nombre de véhicules (voitures particulières et camionnettes) vendus atteint pratiquement 2 200 contre plus de 2 400 un an plus tôt. Depuis le début de l'année, plus de 5 400 véhicules neufs ont trouvé preneur contre près de 6 000 sur la même période en 2003.

## Indice des prix

Indice des prix à la consommation					
	Décembre		Sur 1 mois	Variation Depuis le 1er janvier	Glissement sur 12 mois
	2004	2003			
Unité :	valeur	valeur	%	%	%
<b>Indice général</b>	<b>101,0</b>	<b>100,2</b>	<b>+0,2</b>	<b>+0,8</b>	<b>+0,8</b>
Alimentation	103,8	100,6	-	+3,2	+3,2
Produits manufacturés	98,7	99,8	-	-1,2	-1,2
Services	101,6	100,3	+0,7	+1,4	+1,4

Source : ISPF - Indice des prix (Base 100 août 2003)

L'indice général des prix à la consommation augmente de 0,2 % en décembre ce qui porte la variation de l'indice à 0,8 % pour l'ensemble de l'année 2004, soit légèrement plus qu'en 2003 (+0,7 %). Globalement, l'évolution du mois de décembre est liée à celle des services (+0,7 %). Les prix des produits alimentaires et manufacturés sont restés stables.

Les prix des produits alimentaires sont globalement stables. Toutefois, certains postes connaissent des variations substantielles tels que les viandes de boucherie (-3 %), les laits et fromages (-0,6 %) ou les volailles et gibiers (+1,3 %) et les légumes (+0,9 %). Cette stabilité tranche avec les 3,2 % d'augmentation observée sur les douze derniers mois, soit la plus forte augmentation de ce poste sur la dernière décennie.

Les prix des produits manufacturés sont stables eux aussi, hormis une légère diminution de prix dans l'habillement et articles textiles (-0,2 %). En un an, les prix des produits manufacturés ont baissé de 1,2 %, soit la plus forte déflation de ce poste sur ces dix dernières années. Cette évolution s'explique en grande partie par la baisse du dollar et par la forte concurrence dans l'habillement et les articles textiles où les prix ont diminué de 5 % en 2004, baisse la plus importante jamais enregistrée sur ce poste.

Les tarifs des services croissent de 0,7 %. Cette évolution résulte essentiellement d'une hausse des prix de 6,1 % des transports publics (plus précisément, +8,7 % sur le poste transport international) et du poste « loyers, eau » (+0,5 %). Avec une progression de 1,4 % sur l'année, les services ont évolué à un rythme comparable à celui de l'année 2003 (+1,5 %).

## Emploi et marché du travail

### Demandes et offres d'emploi recensées par le SEFI, Service de l'Emploi

	Année		Variation
	2004	2003	2004 / 2003
<i>Unité :</i>	<i>Nombre</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
Demandeurs d'emploi non satisfaits en fin d'année	4 113	4 236	-2,9
Demandes d'emploi enregistrées en cours d'année	16 725	18 869	-11,4
dont primo-demandeurs d'emploi	7 014	8 477	-17,3
Offres d'emploi de toutes natures enregistrées au cours du trimestre *	12 947	13 329	-2,9
dont offres d'emploi normal	3 224	3 342	-3,5
dont offres d'emploi aidé (secteur marchand)	1 970	3 088	-36,2
dont offres d'insertion (secteur non marchand)	3 975	3 676	8,1
	3 778	3 223	17,2

\* hors offres de stages de formation Source : SEFI

À la fin de l'année 2004, 4 113 personnes étaient en situation de recherche d'emploi contre 4 236 un an plus tôt, soit une baisse de près de 3 %. Le flux de demandeurs d'emploi enregistré au cours de l'année diminue de 11 % passant à 16 725 personnes. À la fin du mois de décembre 2004, 81 % des demandeurs d'emploi sont inscrits au SEFI depuis moins de trois mois et 15 % depuis trois à six mois. Ils ont moins de 25 ans pour 44 % d'entre eux. D'autre part, 34 % des inscrits ne possèdent aucun diplôme, 8 % ont le certificat d'étude, 9 % le BEPC, 23 % sont titulaires d'un CAP ou d'un BEP, 18 % ont réussi au baccalauréat et 8 % sont diplômés de l'enseignement supérieur.

Paradoxalement les offres d'emploi sont en baisse par rapport à 2003, avec des différences selon les catégories observées. Pour l'année 2004, près de 12 950 offres d'emploi sont enregistrées par le SEFI contre 13 329 en 2003 (-2,9 %). Une baisse du côté des offres de contrats de travail « classiques » est à noter (-3,5 %), de même pour les offres d'emploi aidé du secteur marchand (-36,2 %). À l'inverse, les offres d'insertion ainsi que les stages de formation ont progressé respectivement de 8,1 % et 17,2 %.

Sur les 3 224 offres d'emploi normal proposées par les entreprises locales, le secteur proposant le plus grand nombre d'offres est toujours la « construction » (639) quoique en perte de vitesse par rapport à 2 003 (-250 offres). Vient ensuite le « commerce » qui connaît une baisse de 15,6 %, l'« immobilier, locations et services aux entreprises » arrive en troisième place. La progression observée correspond à la prise en compte d'une centaine de postes d'enquêteurs créés dans le cadre d'une opération exceptionnelle (comptage du nombre de véhicules circulant en zone urbaine). Enfin les hôtels et restaurants, en quatrième position, conservent la même proportion d'offres qu'en 2003.

### Offres d'emploi normal par secteur d'activité

	Année		Variation	Variation
	2004	2003	en nombre	2004 / 2003
<i>Unité :</i>	<i>Nombre</i>	<i>Nombre</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>
<b>Ensemble des offres</b>	<b>3 224</b>	<b>3 342</b>	<b>-118</b>	<b>-3,5</b>
Dont:				
Construction	639	890	-251	-28,2
Commerce, réparations automobile et d'articles domestiques	508	602	-94	-15,6
Immobilier, locations et services aux entreprises	450	319	131	41,1
Hôtels et restaurants	432	435	-3	-0,7
<b>Sous-total</b>	<b>2 029</b>	<b>2 246</b>	<b>-217</b>	<b>-9,7</b>

\* hors offres de stages de formation Source : SEFI

La baisse des offres d'emploi aidé dans le secteur marchand est due à une diminution de 44,6 % des stages en entreprise (contrats CIG, DIG, SIE). Les stages destinés à favoriser l'intégration des travailleurs handicapés ont quant à eux progressé (194 en 2003 à 211 en 2004).

Les offres d'insertion du secteur non marchand progressent de 3,3 % par rapport à 2003, évolution essentiellement liée à une augmentation des contrats CIG (Contrat d'Intérêt Général), soit plus de 628 offres supplémentaires.

Enfin les stages de formation professionnelle proposés par le SEFI et CFPA passent de 3 223 en 2003 à 3 778 en 2004.

# repères

## Indicateurs du budget territorial

	Cumul depuis janvier		Taux de réalisation par rapport aux prévisions budgétaires	
	Décembre		En décembre	
	2004	Variation 2004 / 2003	2004	2003
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<b>Impôts collectés</b>	<b>23 856</b>	<b>18,0</b>	<b>84,2</b>	<b>85,7</b>
Impôts sur les sociétés	12 637	26,8	71,5	76,1
Impôts sur les transactions	3 691	33,2	96,1	81,7
Autres taxes	7 529	0,7	110,7	105,3

Source : Service des Contributions

## Indicateurs monétaires

	Octobre		Cours moyen des changes	
	2004	2003	Décembre	
	2004	2003	2004	2003
<i>Unité :</i>	<i>millions de F.CFP</i>		<i>F.CFP</i>	
<b>Masse monétaire (M3)</b>	<b>297 685</b>	<b>287 187</b>	Dollar US	89,13 96,96
dont : dépôts à vue	112 585	103 868	100 Yen	85,80 90,02
comptes sur livrets	80 232	76 194	Dollar AUS	68,29 71,68
dépôts à terme	70 341	75 368	Dollar NZ	63,64 62,73
			Euro	119,33 119,33
<b>Concours de caractère bancaire</b>	<b>338 041</b>	<b>310 405</b>	<b>Taux de base bancaire (01/10/2004)</b>	<b>7,4 %</b>

Sources : IEOM - Banque de Polynésie

## Indice et index

	Décembre	
	2004	2003
<b>Indice général des prix à la consommation</b> (Base 100 août 2003)	101,0	100,2
<b>Index BTP01</b> (Base 1 août 2001)*	1,068	1,017
<b>Index TPP01</b> (Base 1 avril 2003)*	1,005	1,009

\* : dernier paru, novembre 2004

Source : ISPF

# cadrages

<b>PIB 2001*</b> (millions F.CFP)	456 572	<b>Population estimée au 1<sup>er</sup> janvier 2004**</b>	249 200
<b>PIB par habitant 2001*</b> (F.CFP)	1 904 114	<b>Nombre de naissances 2003**</b>	4 503
<b>SMIG horaire au 01/12/04</b> (F.CFP)	739,650	<b>Nombre de décès 2003**</b>	1 121
		<b>Taux de chômage</b> (recensement de novembre 2002)	11,7 %

\* : Comptes semi-définitifs

\*\* : Données provisoires

Sources : ISPF - JOPF